

BULLETIN DU
REGROUPEMENT
DES
CHERCHEURS-CHERCHEURES
EN
HISTOIRE DES
TRAVAILLEURS ET
TRAVAILLEUSES
DU QUÉBEC

Le Bulletin du Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec est publié trois fois l'an par le Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec.

Abonnements: Pour trois numéros, individus: 10.00\$

institutions: 20.00\$

(Les anciens numéros sont disponibles au coût de 5.00\$ le numéro)

Envoyer votre chèque au nom du RCHTQ à Peter Bischoff, Département d'histoire, Université du Québec à Montréal, C.P. 8888, Succ. "A", Montréal, H3C 3P8.

Rédaction du bulletin: envoyer tout manuscrit, informations ou annonce à Jacques Rouillard, Département d'histoire, Université de Montréal, C.P. 6128, Succ. "A", Montréal, H3C 3J7.

Maîtresses de maison dépareillées?
L'apprentissage du travail domestique à Montréal au début du siècle

Denyse Baillargeon
Département d'histoire
Université Carleton

La ménagère canadienne-française d'autrefois a souvent été dépeinte sous les traits d'une mère de famille nombreuse ¹ et d'une parfaite maîtresse de maison: véritable "cordon bleu", habile couturière, gestionnaire avisée et ménagère accomplie, elle réunissait toutes les qualités essentielles à la bonne tenue du foyer et aux soins et à l'éducation de ses enfants ². Cet idéal de femme "dépareillée" était toutefois fort inégalement atteint si on en croit les plaintes formulées par l'élite clérico-nationaliste au début du siècle. Celle-ci en effet s'alarme de ce que la vie urbaine et le travail en usine détournent les jeunes filles de leur vocation de mère et d'épouse et en fasse de bien piètres ménagères. C'est d'ailleurs pour compenser les déficiences d'une formation autrefois acquise dans le

1- À ce propos, voir Marie Lavigne, "Réflexions féministes autour de la fertilité des québécoises" dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école. Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 319-338.

2- En 1900, Joséphine Dandurand décrivait la ménagère canadienne-française en ces termes: "La vraie ménagère canadienne, redoutable ennemie du microbe, est de celles qui, non contentes de broser les meubles, récurent l'envers des tables... En tout temps, la porte entr'ouverte des chaumières montre au passant un ménage bien rangé, des "catalognes" propres et tendues à droit fil sur le plancher jaune d'un récent écurage, un poêle de fonte reluisant auquel le "lit de parade", à l'air rigide et solennel, fait pendant" (Mme R. Dandurand, "Moeurs canadiennes-françaises", *Les femmes du Canada. leur vie et leurs oeuvres*, Ottawa, ouvrage publié par le Conseil national des femmes du Canada à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris, 1900, p. 25.)

cadre de la famille que la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste dispensait des cours de cuisine et de couture aux jeunes ouvrières ³.

Le développement du capitalisme industriel dont le rythme s'accélère au cours des premières décennies du 20^e siècle, amènent effectivement les familles ouvrières urbaines, de plus en plus nombreuses, à développer des stratégies de survie qui pouvaient s'avérer en contradiction avec les rôles de mère et de ménagère auxquels on destinait les filles. En particulier, leur intégration au marché du travail avant le mariage écourtait certainement la période autrefois dévolue à l'apprentissage des tâches ménagères. Mais dans la mesure où l'industrialisation était également en voie de transformer radicalement le rôle et la nature du travail des femmes à l'intérieur de la famille, et en particulier d'éliminer la nécessité de la fabrication domestique de plusieurs produits désormais disponibles sur le marché à faible coût, peut-être faut-il en conclure que cette phase du cycle de vie des femmes pouvait être écourtée sans trop d'inconvénients.

Outre les cris d'alarme lancés par une élite plus que méfiante face au processus d'industrialisation, on connaît en fait fort peu de choses sur l'apprentissage du travail domestique au début du siècle, en particulier lorsqu'il s'agit des filles des classes populaires urbaines. Les travaux de Denise Lemieux, Lucie Mercier et Aline Charles ont levé un coin du voile qui recouvre cette étape de la vie des femmes, mais les autobiographies sur lesquelles se fondent leurs études reflètent davantage l'expérience de femmes issues de milieu aisé et rural ⁴. De manière générale, l'analyse de

³- Pour un historique complet du mouvement d'enseignement ménager au Québec, voir Nicole Thivierge, *Écoles ménagères et instituts familiaux: un modèle féminin traditionnel*, Québec, IQRC, 1982.

⁴- Denise Lemieux et Lucie Mercier, *Les femmes au tournant du siècle 1880-1940. Âges de la vie, maternité et quotidien*, Québec, Institut québécois de

ces documents personnels a surtout fait ressortir la précocité des apprentissages pour les filles – en particulier sur la ferme –, le rôle de bras droit endossé par les aînées auprès de leur mère, de même que l'importance du maternage et des travaux reliés à la fabrication et à l'entretien des vêtements qui, selon Charles, "restent les deux éléments principaux par l'intermédiaire desquels leur préparation au travail domestique, [...], s'effectue.⁵" Ces auteures notent toutefois que la couture et les travaux d'aiguille perdent peu à peu leur caractère utilitaire pour les filles de la bourgeoisie, conséquence d'une plus grande disponibilité du prêt-à-porter, et soulignent que les pratiques liées au maternage sont en voie de se transformer. Dans quelle mesure ces conclusions s'appliquent-elles aux filles des milieux populaires urbains? Leur apprentissage du travail domestique était-il conçu de manière à bien les préparer à leurs rôles de mère et d'épouse? Jusqu'à quel point leur intégration au marché du travail nuisait-il à ces objectifs? L'analyse d'une trentaine d'entrevues, réalisées auprès de femmes nées au début du siècle et portant sur leur itinéraire de vie jusqu'à la fin des années trente, devrait permettre de mieux répondre à ces questions ⁶.

recherche sur la culture, 1989. Voir aussi Denise Lemieux, "La socialisation des filles dans la famille", dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école*, p. 237-260; et Aline Charles, "Femmes et socialisation dans la littérature personnelle au Québec 1880-1940", Communication présentée au congrès de la Société historique du Canada, Université de Montréal, mai 1985.

5- Aline Charles, "Femmes et socialisation...", p. 10.

6- Ces entrevues ont été réalisées en vue de la rédaction de ma thèse de doctorat portant sur l'impact de la crise économique des années trente sur le travail domestique des ménagères montréalaises. Les femmes interviewées se sont mariées entre 1919 et 1934 et habitaient au moment de la Crise un quartier ouvrier de Montréal (Denyse Baillargeon, *Travail*

Les femmes de l'enquête: origines géographique et sociale

Les femmes qui composent l'échantillon sont nées entre 1897 et 1916. Quatorze sont nées en région rurale et seize en milieu urbain, mais toutes habitaient Montréal au début des années trente; en fait seulement huit d'entre elles ont passé le plus clair de leur enfance et de leur adolescence sur une ferme (6) ou dans un village (2). Filles de cultivateurs, d'ouvriers et de petits propriétaires (artisans et commerçants), la majorité d'entre elles ont vécu plutôt pauvrement. En général, les familles d'ouvriers non qualifiés, de journaliers et de manoeuvres se retrouvaient au bas de l'échelle des revenus, mais les ouvriers qualifiés, souvent victimes du chômage saisonnier, ne bénéficiaient pas nécessairement de revenus annuels beaucoup plus élevés ou suffisants pour faire vivre une famille. Les familles de cultivateurs arrivaient plus facilement à assurer leur survie alimentaire mais la rareté du numéraire réduisait les achats de biens manufacturés au minimum et éliminait toute possibilité de confort matériel. Quelque soit leur milieu géographique d'origine et l'occupation de leur père, les souvenirs d'enfance et de jeunesse des informatrices trahissent un grand dénuement: logements surpeuplés, mobilier réduit au strict minimum, recours occasionnels à des organismes charitables comme la Société Saint-Vincent-de-Paul pour survivre, et surtout, nécessité pour les enfants de travailler très jeunes, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la famille.

domestique et crise économique. Les ménagères montréalaises durant la crise des années trente, thèse de Ph.D. (Histoire) Université de Montréal, 1990.

Pour la majorité des informatrices, la fréquentation scolaire n'a donc représenté qu'une brève étape dans leur vie. En moyenne, elles ont abandonné l'école vers l'âge de treize ans, c'est-à-dire avant même d'avoir atteint l'âge légal pour travailler. À quatorze ans, vingt et une des femmes interviewées, soit plus des deux tiers, avaient déjà cessé ou ont alors cessé de fréquenter l'école. Cinq ont abandonné leurs études pendant leur quatorzième année, tandis que les quatre dernières ont quitté l'école entre l'âge de seize et dix-huit ans. À l'exception de trois informatrices qui ont vécu sur une ferme jusqu'à leur mariage et d'une quatrième élevée par ses grands-parents relativement à l'aise, toutes les autres femmes de l'échantillon ont occupé un emploi salarié pendant leur jeunesse. Dix de ces femmes ont d'abord consacré quelques mois et parfois quelques années à assister leur mère dans leur travail domestique – ce qui signifie qu'au total, quatorze d'entre elles ont joué ce rôle de support maternel durant des périodes plus ou moins longues – mais toutes celles qui ont vécu dans un contexte urbain, ou à proximité d'une industrie locale, se sont éventuellement retrouvées sur le marché du travail. En fait, leurs témoignages, qui rapportent l'expérience vécue par leurs soeurs et leurs amies à ce chapitre, semblent indiquer que la participation des filles au marché de l'emploi était devenue la norme dans les familles ouvrières et même dans certaines familles rurales au début du siècle ⁷. Entre l'école et

⁷- Bettina Bradbury qui a étudié le travail des enfants à Montréal au 19^e siècle constate pour sa part que dans les quartiers ouvriers de Sainte-Anne et Saint-Jacques: "Presque tous les fils âgés de plus de vingt ans travaillaient, alors que seulement la moitié des filles du même âge étaient employées. Environ 75% des fils âgés entre seize et vingt ans avaient un travail et environ seulement 40% des filles. S'il y avait des garçons dans la famille, les filles plus âgées restaient d'habitude à la maison pour aider au travail domestique et aux soins des enfants plus jeunes. Les fils de tout âge étaient beaucoup plus susceptibles de travailler que les filles" (Bettina Bradbury, "L'économie familiale et le travail dans une ville en voie

le marché du travail, nous allons maintenant examiner comment elles ont été préparées à leurs rôles de mère et de ménagère.

Apprentissage du travail domestique et travail salarié

À l'image de leurs contemporaines dont l'expérience nous est connue, la plupart des femmes de l'échantillon, ont commencé à faire l'apprentissage du travail domestique très jeune, soit en même temps qu'elles ont commencé à fréquenter l'école. Dès l'âge de sept ou huit ans, on leur confiait des tâches liées à l'entretien quotidien et hebdomadaire de la maison: balayer, épousseter, laver les planchers, nettoyer le poêle à la mine de plomb, faire leur lit (et ceux des petits frères), mettre la table et faire la vaisselle du repas du soir et même du midi avant de retourner à l'école, accompagner leur mère à l'épicerie et au marché, etc. Certaines aidaient également au repassage des pièces de vêtements ou de lingerie qui ne demandaient pas une grande habileté, comme les torchons, les mouchoirs, les taies d'oreillers, etc, tandis que d'autres ont mentionné leur participation à la lessive, surtout lorsque leur mère ne possédait qu'une planche à laver ou une lessiveuse en bois actionnée manuellement: "Les moulins, c'était des moulins qui marchaient avec un bras, ça fait que c'était chacun notre tour, notre dix minutes, à brasser ⁸; "Et puis le matin du

d'industrialisation: Montréal dans les années 1870", dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, *Maîtresses de maison, maîtresses d'écoles*, p. 295).

⁸- Citation tirée de l'entrevue no 8. Les extraits tirés des entrevues seront dorénavant identifiés par un E suivi du numéro de l'entrevue auquel ils correspondent (dans ce cas, la référence se lirait E8). Pour une biographie succincte des répondantes, voir Denyse Baillargeon, "Travail domestique et crise économique," Annexe B, 426-433.

lavage, brasser le moulin à laver. Il y avait pas de machines automatiques dans le temps. Puis [...] les repassages avec les petits fers [qu'il fallait faire chauffer] sur le poêle. On avait pas l'électricité nous autres dans le temps" (E19). Lorsque leur mère possédait une lessiveuse électrique ou fonctionnant à l'eau, les filles étaient toutefois moins susceptibles de participer à ce type de tâche, ce qui tend à confirmer les conclusions de Ruth Schwartz Cowan, à savoir que la technologie domestique aurait surtout éliminé la participation aux tâches ménagères des hommes et des enfants ⁹.

Au niveau des tâches d'entretien ménager, on constate donc une mise à contribution assez précoce et généralisée des filles. Par la suite, à mesure qu'elles vieillissaient, elles se voyaient normalement confier l'exécution de tâches plus complexes requérant des habiletés particulières ou un plus grand sens des responsabilités comme c'est le cas de la couture, de la cuisine et de la surveillance des jeunes enfants. À ce chapitre toutefois, les témoignages ont révélé une préparation très inégale des femmes. En effet, dix des femmes de l'échantillon ne savaient pas cuisiner au moment de leur mariage, seize d'entre elles ne savaient pas coudre et près des deux-tiers affirmaient qu'elles n'avaient pas vraiment l'expérience des bébés au moment de la naissance de leur premier enfant. Or, ces trois aspects du travail des ménagères urbaines sont loin d'être négligeables. En ce qui concerne la cuisine et la couture plus particulièrement, ces femmes avaient certainement tout intérêt à devenir sinon de vraies expertes, du moins d'habiles praticiennes puisqu'elles étaient visiblement destinées à

⁹- Ruth Schwartz Cowan, *More Work for Mother. The Ironies of Household Technology from the Open Hearth to the Microwave*, New York, Basic Books, 1983, p. 63-64.

épouser des ouvriers ou de petits salariés aux revenus restreints. Beaucoup plus que les tâches d'entretien, auxquelles elles étaient exercées très jeunes comme on vient de le voir, leur habileté dans ces domaines pouvait leur faire économiser des sommes précieuses et ainsi influencer autant la qualité que le niveau de vie de leur famille. On aurait donc pu s'attendre à ce qu'une attention particulière soit accordée à l'enseignement de ces tâches. Les témoignages des femmes interviewées révèlent au contraire que c'est à ce niveau que l'apprentissage était le moins systématique. Reste à voir dans quelles circonstances ces tâches étaient enseignées, et dans quelle mesure le travail salarié venait entraver ces apprentissages.

Le milieu de vie représente un premier facteur à considérer. Les filles qui ont grandi sur une ferme étaient en effet très rapidement appelées à assister leur mère dans les différentes tâches liées à la fabrication du pain, des conserves, des confitures et autres denrées, à la production du savon et des tissus et à la confection des vêtements. Par contre, l'apprentissage de la couture et de la cuisine devenait beaucoup plus aléatoire lorsque la famille se retrouvait dans un contexte urbain. En général, les aînées étaient davantage sollicitées pour supporter leur mère et elles avaient davantage l'occasion de s'initier à ce type de tâches. Quatre des informatrices qui occupaient le rang d'aînée ont même été retirées de l'école à l'âge de 12 ans pour remplacer leur mère malade ou obligée de se trouver un emploi. En l'absence de garçons pour suppléer au revenu familial, les aînées pouvaient toutefois se retrouver sur le marché du travail dès leur sortie de l'école, le rôle de support maternel étant alors assumé par une soeur cadette. Il est aussi arrivé que les filles remplissent cette fonction à tour de rôle et que la cadette d'une famille remplace sa mère décédée auprès de son père et de ses frères célibataires. Dans d'autres

familles par contre, aucune des filles n'a joué ce rôle de bras droit maternel, soit à cause d'un nombre moins élevé d'enfants ou parce que les besoins d'argent étaient plus criants que la nécessité de garder une des filles à la maison.

Le fait d'occuper un emploi laissait évidemment moins de temps pour les tâches ménagères car les journées de travail étaient en général très longues (neuf à dix heures par jour) et on travaillait souvent cinq jours et demi ou même six jours par semaine à cette époque. Le soir et le samedi, les filles mettaient quand même la main à la pâte pour aider au ménage, aux courses et à la vaisselle mais elles n'avaient généralement pas le temps d'apprendre à coudre ou à cuisiner quoique il arrivait parfois que le travail salarié favorise ce type d'apprentissage: ainsi, deux des femmes interviewées ont appris la couture en travaillant dans une manufacture de vêtements et une informatrice a développé ses talents de cuisinière alors qu'elle était engagée comme bonne à tout faire. En général toutefois, les informatrices qui se sont engagées comme domestiques avaient entre 12 et 14 ans au moment où elles ont exercé cette occupation et étant donné leur jeune âge, elles étaient plutôt assignées à l'entretien ménager, la maîtresse de maison se réservant la préparation des repas et les soins aux enfants ¹⁰. C'est ainsi que plusieurs des femmes qui ont quitté l'école pour entrer immédiatement sur le marché du travail, affirmaient que leur connaissance de la cuisine et de la couture était assez limitée et qu'elles ne

¹⁰- L'étude de la formation des ménagères a fait l'objet d'une courte thèse au cours des années quarante. Selon l'auteure, les femmes étaient généralement mal formées, particulièrement au niveau de la diététique et de la couture, pour remplir leur rôle (Madeleine Mercier, *Étude de la formation domestique de quinze mères de famille de Québec*, thèse de M.A. (École de service social), Université Laval, 1946).

se sentaient pas vraiment prêtes à "tenir maison" au moment de leur mariage: "Je me suis mariée sans [savoir] rien faire (E23)", disait l'une; "Quand je me suis mariée, j'avais jamais cousu, jamais fait à manger (E24)", expliquait une deuxième ¹¹.

D'une part, on peut donc affirmer que le travail salarié des filles pouvait effectivement représenter un obstacle à l'apprentissage de la cuisine et de la couture, mais selon plusieurs informatrices, leurs mères n'étaient pas non plus toujours très empressées de leur apprendre. Si elles laissaient volontiers leurs filles les regarder faire, elles hésitaient, pour diverses raisons, à leur confier les casseroles ou la machine à coudre: "Ma mère ne voulait pas nous laisser faire; elle avait peur qu'on gaspille quelque chose" (E5); "Maman cousait mais elle ne m'a jamais laissée "embarquer" sur sa machine à coudre. Jamais parce qu'elle était capable de le faire; c'est ça qu'elle me disait (E7)."; "J'avais demandé à maman de me montrer à coudre et puis elle disait oui, oui, je te le montrerai [...]. Elle ne me l'a jamais montré (E15)."; "Fallait pas toucher à sa machine. [...] Elle voulait pas qu'on se mêle de toucher à rien dans le manger. On pouvait la regarder faire mais toucher... non; c'était elle, ça, le manger (E27)."; "J'en faisais pas gros de manger chez nous moi; ma mère aimait pas ça qu'on joue dans ses chaudrons. C'était elle qui faisait le manger (E12)."; "Ça [faire la cuisine], elle ne voulait pas. C'était elle; moi j'ai appris à faire à manger après que j'ai été mariée (E8)." Ainsi, le manque de temps de la part des mères de familles débordées, la crainte du gaspillage ou tout simplement le

¹¹ - C'est sur la base de constatations semblables que les dames de la Fédération nationale Saint-Jean Baptiste décidaient de fonder des écoles ménagères. Voir Nicole Thivierge, *Écoles ménagères et instituts familiaux...*, p. 122.

désir de conserver la main haute sur ces deux importants, et sans doute plus valorisants, aspects de leur travail pouvaient faire en sorte que les mères négligent ou refusent d'en enseigner les rudiments à leurs filles ¹². Ajoutons également que la division du travail entre les filles d'une même famille pouvait aussi faire en sorte que certaines développent des habiletés au détriment des autres. Dans une des familles de l'échantillon par exemple, les trois soeurs plus âgées se partageaient les responsabilités de la cuisine du ménage et de la couture, chacune prenant en charge une de ces tâches: "Si c'était le temps de faire des tartes et des gâteaux, moi j'étais là. Mais la plus vieille elle, c'était faire de la couture parce que les petits garçons là, ça en prenait des boutons puis du raccommodage. [...] Quand je me suis mariée, je ne savais pas coudre (E19)."

Comme on l'a déjà mentionné, la surveillance des frères et soeurs plus jeunes faisait également partie des responsabilités que l'on confiait aux filles lorsqu'elles vieillissaient. Bercer, garder, amuser, les plus jeunes, les accompagner sur le chemin de l'école, était chose courante pour les aînées d'une famille. Quelques-unes ont donné le biberon et changé la couche de leurs cadets, mais il est toutefois rare qu'elles aient pris soin d'un nourrisson, au point que plusieurs des femmes interviewées se sont senties assez désorientées lors de la naissance de leur premier enfant. Ajoutons que peu de femmes ont fait l'expérience du maternage en dehors de leur famille d'origine. Une des informatrices est allée aider sa soeur après un accouchement et quelques-unes ont "relevé" des voisines, moyennant une faible rémunération. Dans tous les cas cependant, leur aide s'est plutôt

¹²- Denise Lemieux et Lucie Mercier constatent le même phénomène (Denise Lemieux et Lucie Mercier, *Les femmes au tournant du siècle*, p. 305).

limité aux soins du ménage en attendant que la mère puisse reprendre sa besogne. Il en sera de même lorsque les femmes de l'échantillon accoucheront: quelques-unes ont pu bénéficier de l'aide d'une soeur plus jeune ou d'une parente, mais une plus grande proportion ont engagé une petite bonne, souvent une voisine, et dans tous les cas, ces jeunes filles s'occupaient plutôt de la maison que des soins au bébé.

Cette responsabilité somme toute limitée des filles par rapport au maternage représente un phénomène relativement nouveau, étroitement relié aux processus d'industrialisation et d'urbanisation ¹³. D'une part, les migrations vers la ville et la diminution de la taille des familles ont fait en sorte que l'aide des jeunes filles de la parenté devenait sans doute moins nécessaire ou encore plus difficile à obtenir en raison de l'éloignement. À la ville, les besoins financiers des familles ont certainement encouragé les filles à trouver rapidement un emploi salarié, ce qui écourtait leur période de disponibilité pour ce type d'entraide. Par ailleurs, on peut aussi se demander dans quelle mesure les contraintes d'un budget familial trop serré n'ont pas encouragé les filles à s'employer comme bonne chez une voisine, plutôt que d'aller aider gratuitement une parente. Enfin, il faut aussi souligner que l'industrialisation a amené, en même temps qu'une diminution de la production domestique, une élévation des standards en matière de propreté, encouragé par le mouvement hygiéniste, et une exaltation du rôle maternel des femmes. Ces nouveaux discours qui émergent à la fin du dix-neuvième siècle, encouragent les mères à s'occuper elles-mêmes de leurs enfants, en particulier de leurs nouveau-

¹³- À ce propos, voir Aline Charles, "Femmes et socialisation...", p. 8-9.

nés menacés par la mortalité infantile ¹⁴; dans ce contexte, il devenait de plus en plus inacceptable pour une mère de confier un tout jeune enfant à une petite fille, d'où le fait que les servantes se consacrent davantage aux soins du ménage et les filles à amuser ou garder leurs frères et soeurs.

Ainsi, l'intégration des filles au marché de l'emploi ne représentait pas le seul obstacle à leur formation de mère et de ménagère; le souci plus ou moins grand des mères de former leurs filles et, paradoxalement, les nouvelles valeurs concernant le maternage pouvaient aussi les desservir. Par ailleurs, si la participation aux tâches ménagères se trouvait entravée par l'intégration des filles au marché de l'emploi, le travail en usine permettait de développer certaines valeurs et attitudes qui n'entraient pas nécessairement en contradiction avec les rôles d'épouse et de ménagère. En particulier, l'obligation de contribuer au budget familial développait certainement le sens du devoir et l'oubli de soi, qualités qu'on s'attendait de les voir cultiver en vue de leur mariage. En outre, le travail en usine, qui inculque les habitudes de ponctualité (par des coupures de salaires au besoin) et enseigne que la moindre parcelle de temps doit être rentabilisée, a certainement habitué les femmes à respecter des horaires précis et à effectuer leur travail ménager selon les normes de l'approche scientifique qui se développe au cours de cette période ¹⁵. Une fois mariées en effet, la majorité des femmes de l'échantillon accordaient une grande importance à

¹⁴- Ruth S. Cowan, "Two Washes in the Morning and a Bridge Party at Night: The American Housewife Between the Wars", dans Lois Scharf et Joan M. Jensen (éd.), *Decades of Discontent. The Women Movement, 1920-1940*, Boston, Northeastern University Press, 1987, p.182.

¹⁵- À propos du concept de temps dans les sociétés industrialisées, voir Diane Bélisle, "Temps et tant", dans Louise Vandelac et al., *Du travail et de l'amour. Les dessous de la production domestique*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1985, p. 135-183.

leur routine de travail et à une utilisation rationnelle du temps alors qu'elles affirmaient que leur mère (qui avait souvent grandi sur une ferme et n'avait jamais travaillé en usine) était moins stricte sur ce point: "Ma mère remettait plus facilement au lendemain: "Si je le fais pas aujourd'hui, je le ferai demain". Nous autres, c'était aujourd'hui, pas demain (E2)." Une informatrice décrivait fort bien cette nouvelle mentalité, empreinte de taylorisme, qui conditionnait désormais la plupart des femmes dans l'exécution de leurs tâches ménagères:

Mon ouvrage là, pareil comme si j'avais été à la job. Mes filles riaient de moi [...]; elles disaient "Maman vous travaillez comme si vous aviez un contremaître sur le dos." Tout était toujours fait à l'heure puis la maison toujours "spic and span". J'avais une journée pour laver mes vitres. Dans ce temps-là, on lavait les vitres à toutes les semaines. [...] J'avais une journée pour laver. Je repassais la même journée que je lavais et puis une journée pour laver les planchers, puis j'avais une journée pour chaque affaire. Le samedi, c'était pour faire à manger. Je faisais ma pâtisserie, puis je faisais cuire mes viandes. J'avais un programme tout le temps, tout le temps comme ça. [...] Je l'ai appris de moi-même ça. Moi, j'aimais que mon ouvrage soit toujours fait à l'heure. Même là, j'étais maniaque; je me disais: "Oh! hier à cette heure-ci j'avais fait ça, puis aujourd'hui je l'ai pas fait." Je travaillais pareil comme si j'avais été à la job. Mais j'aimais ça, tu sais (E29)"

Enfin, il faudrait aussi préciser que la période d'apprentissage du travail domestique pouvait se prolonger au-delà du mariage, lorsque par exemple le jeune couple partageait le même logement que les parents du mari, ce qui s'est produit dans dix-huit cas sur trente pour l'ensemble de notre échantillon. En général, les brues se contentaient d'aider aux tâches domestiques courantes, qui s'effectuaient en commun, mais plusieurs informatrices ont profité de ce séjour pour apprendre à faire la cuisine: "Moi j'ai appris à faire à manger après que j'ai été mariée parce que j'ai resté chez mes beaux-parents puis sa mère c'était un vrai cordon-bleu. Ça

fait que j'ai appris à faire à manger avec elle (E8)." La proximité des familles qui vivaient généralement dans le même quartier, sinon sur la même rue, permettait également aux femmes de visiter fréquemment leur mère, surtout durant les premiers mois suivant leur mariage, alors qu'elles n'avaient pas encore d'enfants, et de leur demander conseils et recettes. Deux des femmes ont appris à coudre avec leur mère, après leur mariage, tandis que d'autres ont eu recours à l'expertise d'amies, ou d'une voisine; d'autres enfin se sont attaqués à cette tâche sans aucune aide avec une facilité et des résultats variables:

Quand je me suis mariée je ne savais pas coudre. Mais je devais avoir ça dans le bras parce que ça pas été long que j'ai appris (E19)

J'étais pas une couturière à cent pour cent. Je cousais rien que pour mes enfants, mes plus jeunes là. [...] J'ai travaillé pour mes petits gars pour commencer parce que j'en avais deux de file... J'ai appris, mais je me suis accotée bien des fois sur ma machine puis j'ai pleuré bien des fois. J'étais découragée hein? Je savais pas comment m'y prendre et puis j'étais pas une personne pour aller demander beaucoup (E23).

En bout de ligne, toutes les femmes ont éventuellement appris à cuisiner, nécessité oblige, mais sept d'entre elles n'ont jamais appris à coudre.

L'expérience de nos informatrices nous amène donc à conclure que toutes les filles étaient minimalement initiées aux tâches ménagères. Le faible niveau de technologie domestique et la présence d'un nombre relativement élevé d'enfants faisaient en sorte que les mères ne pouvaient assumer ce fardeau seules. Très tôt, les filles apprennent donc que ces

responsabilités reviennent aux femmes et qu'elles auront à leur tour la charge de les assumer pour leur propre famille. Mais par ailleurs, on constate que leur intégration au marché du travail pouvait effectivement entraver l'apprentissage de certaines tâches, ce qui signifie que les besoins financiers des familles l'emportaient assez facilement sur la formation pratique des filles. En fait, les témoignages vont même jusqu'à suggérer que les mères de famille étaient davantage préoccupées par la bonne marche de leur foyer que par la formation adéquate de chacune de leurs filles en vue de leur mariage ¹⁶. D'ailleurs, lorsque les femmes se remémoraient leur participation aux tâches ménagères, elles insistaient davantage sur la nécessité d'alléger la charge de travail de leur mère que sur l'expertise que cette contribution leur permettait d'acquérir en vue de leur mariage.

¹⁶- Sur cette question, voir Lynn Jamieson, "Limited Resources and Limiting Convention: Working-Class Mothers and Daughters in Urban Scotland c. 1890-1925", dans Jane Lewis (éd.), *Labour and Love. Women's Experience of Home and Family 1840-1940*, Oxford, Basil Blackwell, 1986, p. 49-69.

FEMMES, CUISINES ET CONSOMMATION DE MASSE AU QUÉBEC, 1945-1960*

LOUISE FRADET

INTRODUCTION

Cette étude portant sur l'espace domestique (au sens de maison), plus particulièrement sur la cuisine, se situe principalement dans l'après-guerre où l'on assiste une l'expansion des banlieues et à une prolifération de la maison unifamiliale. L'Etat canadien participe à cette dynamique en instaurant une politique d'habitation. Cette étude relève directement de la problématique de l'articulation de la sphère de la reproduction domestique à la sphère de la production marchande.

Je veux démontrer ici la soumission progressive de l'univers domestique à la logique marchande par la mise en place de conditions permettant la diffusion de la cuisine moderne. Ces conditions, liées à l'affirmation d'une consommation de masse, se concrétisent principalement par l'introduction généralisée de nouveaux biens d'équipement ménager au sein des ménages québécois et par la réorganisation de la cuisine tant dans ses formes architecturales que par sa composition. Dans le Québec urbain des années '50, les maisons sont de plus

* Texte tiré d'un mémoire de maîtrise intitulé *Femmes, cuisines et consommation de masse au Québec, 1945-1960*, Université Laval, 1989.

en plus standardisées dans leur forme et dans les éléments (appareils ménagers, meubles) qui les composent.

Cette recherche, à caractère exploratoire, vise plus à susciter des questionnements et une réflexion sur les conditions de vie des femmes dans les sociétés contemporaines qu'à déboucher sur des conclusions définitives. Ceci nécessite une jonction et une articulation entre différents éléments tels travail domestique, urbanisation, Etat, architecture, etc.

Cet exposé se divise en trois points :

1. Généralisation de nouvelles pratiques de consommation et diffusion de nouveaux biens d'équipement ménager au sein des ménages québécois
2. Transformations de l'espace domestique et réorganisation de la cuisine.
3. Conclusion et avenues de recherche.

1. GÉNÉRALISATION DE NOUVELLES PRATIQUES DE CONSOMMATION ET DIFFUSION DE NOUVEAUX BIENS D'ÉQUIPEMENT AU SEIN DES MÉNAGES QUÉBÉCOIS

Cette partie, plus générale, porte sur l'ensemble du Québec en milieu urbain. Je m'attarde principalement à l'avènement de la consommation de masse au Québec par la destruction progressive des modes de vie traditionnelle en milieu urbain et par la généralisation de nouvelles pratiques de consommation. La diffusion de nouveaux biens d'équipement ménagers est liée à ce nouveau mode de consommation.

Lorsque l'on aborde l'environnement domestique au Québec après la seconde guerre, on doit tenir compte du phénomène de la consommation de masse qui se caractérise par un nouveau mode vie. La diffusion et la généralisation de nouveaux biens d'équipement au sein des ménages québécois n'est pas un phénomène isolé. Elles sont liées à l'avènement d'une consommation de masse au Québec. Dans les années 1920 et 1930, en milieu urbain surtout, on perçoit des indices d'un nouveau mode de vie. Ces indices se précisent après la seconde guerre mondiale. Le but n'est pas ici de périodiser les différentes étapes de la consommation de masse, mais de présenter quelques données sur son évolution.

Au début du siècle, les conditions précaires ne permettent pas à un grand nombre de familles salariées d'acquérir, sur une base régulière, des biens issus de la production capitaliste. Plusieurs historiens ont en effet souligné l'importance de la pauvreté. Séparées de leur mode de vie traditionnel

(agriculture) et non intégrées sur une base régulière à la consommation marchande, les familles des milieux populaires doivent elles-même assurer leur subsistance.

Les femmes sont presque entièrement responsables de la reproduction domestique : éducation des enfants, ménage, préparation des repas, confection des vêtements, entretien des jardins familiaux. Beaucoup des produits nécessaires à la famille ne sont pas achetés sur le marché contre un équivalent monétaire même si plusieurs femmes des milieux populaires sont contraintes de vendre leur force de travail afin d'obtenir une rémunération. Dans ce contexte, l'achat d'appareils ménagers est difficilement concevable même si l'on retrouve plusieurs de ces appareils dans le catalogue Eaton. La sphère de la reproduction domestique se verra graduellement investie par la logique marchande .

Les nouvelles conditions de production dans l'organisation du travail (Taylor, Ford) rendent possible une production en série de certaines marchandises, notamment les appareils ménagers. A une production sérielle et accrue de biens manufacturés correspond un nouveau mode de consommation (abaissement des prix des marchandises, hausse des salaires, accès au crédit à la consommation, plus grande disponibilité des biens). Ce nouveau procès de production et de consommation de masse permet la structuration d'un mode de vie basé sur l'acquisition de marchandises produites en série. Certaines catégories sociales voient leur mode de vie bouleversé jusque dans la reproduction des conditions d'existence. Les recensements canadiens confirment la diffusion rapide et élargie de biens issus de la production de masse.

Des données statistiques montrent une nette évolution dans l'acquisition de biens durables. Par exemple, de 1941 à 1961, la radio et l'automobile voient leur nombre augmenté dans l'ensemble des ménages en milieu urbain. En 1941, 19% des ménages urbains possèdent une automobile alors qu'en 1961 ce chiffre monte à 56% environ¹.

Cette production de masse trouve de plus en plus ses débouchés auprès de toutes les couches de la population. La diffusion de nouveaux biens d'équipement ménager fait partie d'un nouveau procès production/consommation de masse qui se caractérise par la pénétration généralisée de la marchandise dans les pratiques de consommation.

Après la deuxième grande guerre, on constate une intégration de nouvelles pratiques de consommation. C'est surtout après 1945, que les appareils électro-ménagers se diffusent rapidement et largement au sein des familles québécoises. Encore là, les données statistiques viennent confirmer cette diffusion. Le réfrigérateur mécanique passent de 24% en 1941 à 95% en 1961 pour l'ensemble des ménages urbains. L'aspirateur électrique de 25% à 95% pour les mêmes années². Selon l'étude de M. A. Tremblay et de Gérald Fortin sur les familles salariées au Québec, des ménages de toutes catégories se procurent désormais ces appareils : "Le mobilier, surtout le mobilier moderne et les appareils ménagers, est un besoin nouveau qui a été défini par les communications de masse et la publicité commerciale et dont la satisfaction implique souvent l'achat à crédit"³.

1. Jocelyn Létourneau, *Accumulation, régulation et sécurité du revenu au Québec au début des années '60*, thèse de doctorat, Université Laval, déc. 1985.

2. *Ibid.*

3. *Les familles salariées au Québec : Etude des conditions de vie, des besoins et des aspirations des familles salariées canadiennes françaises*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1964, no. 2, chap. 9, p.1

Les femmes, comme reproductrices biologiques et sociales, sont interpellées de toutes parts. Elles sont les plus susceptibles de consommer pour les besoins du ménage. D'ailleurs l'époque de l'après-guerre se caractérise par des incitations de plus en plus pressantes au "retour" des femmes au foyer, à leur rôle "naturel" de mère. C'est à elles que les commerces s'adressent pour vendre leurs marchandises. On leur fait miroiter les bienfaits de tel ou de tel appareil. La publicité vend l'image d'une espèce de paradis domestique. Sur les annonces publicitaires, on voit des femmes heureuses de l'acquisition de leur nouvel appareil : "Vous serez plus heureuse avec un hoover" (*Revue Populaire*, mars 1949)

Confinées à leur rôle traditionnel de mère et d'épouse, les femmes voient leur environnement transformé par l'utilisation de nouveaux appareils ménagers. Ces appareils s'insèrent dans un cadre qui, lui aussi, est soumis à la logique marchande. Les transformations de la cuisine expliquent en partie le nouvel environnement domestique.

2. TRANSFORMATIONS DE L'ESPACE DOMESTIQUE ET RÉORGANISATION DE LA CUISINE

La généralisation de nouveaux biens d'équipement ménager modifie l'organisation spatiale de la cuisine. Celle-ci est conçue en fonction de ces appareils (prise de courant pour tel ou tel appareil, coins pour le réfrigérateur ou la cuisinière). Outre cette adaptation à l'introduction de nouveaux biens d'équipement ménager, la cuisine, comme lieu de travail des femmes, est soumise elle aussi à la logique marchande et ce de 2 façons : 1. par le fait que la cuisine, comme partie constituante de l'espace domestique, est produite en série (norme, etc.), 2. par l'application des principes d'efficacité, élaboré pour une organisation rationnelle du travail industriel, à l'intérieur de la cuisine.

Ces transformations (introduction de nouveaux appareils ménagers, modification de la distribution intérieure, transformation de la cuisine) se vérifient, entre autres, par l'expansion des banlieues après la guerre. La construction résidentielle prend une envergure sans précédent après la guerre. Le nombre de maisons unifamiliales construites atteint, selon les chiffres de la SCHL, un niveau très élevé. Même si la construction de maisons unifamiliales est d'abord le fait de l'entreprise privée, l'Etat canadien intervient de plus en plus dans le mode de vie des ménages par l'instauration d'une politique d'habitation (mécanisme de financement, réglementation). Cette politique favorise l'accès à la propriété privée pour les gens à revenu modeste. Par exemple, la SCHL crée un programme pour la construction de petites maisons. La prolifération de maisons

unifamiliales est favorisée par ce type d'intervention. Ces habitations favorisent en effet l'accroissement de la consommation marchande.

Outre l'institution de différents programmes encourageant la construction résidentielle, la SCHL favorise une normalisation du mode de production des maisons (*Code canadien du bâtiment*, principes énoncés dans certaines brochures). La conformité aux normes de construction va de pair avec la standardisation et l'uniformisation des maisons. Cette "architecture de consommation" entraîne une économie des coûts de production. La préfabrication en usine amène des économies. La maison unifamiliale est le type même de construction régie par la normalisation et la standardisation. Elle s'insère dans ce que l'on peut appeler une production de masse des logements. Les matériaux sont produits en série et standardisés. Par exemple, on utilise des panneaux de 4x8 ainsi que des fenêtres et des portes produites en série dans les années '50.

Certaines statistiques viennent confirmer la popularité de l'unifamiliale par rapport au logement multifamilial. En 1955, 51,586 logements unifamiliaux ont reçu des prêts hypothécaires par rapport à 13,754 pour les logements multifamiliaux au Canada. A l'intérieur de la catégorie logements unifamiliaux, le bungalow, prototype même de construction fait en série, est le plus populaire. Le nombre d'épures vendues par la SCHL pour les années 1952 et 1953, confirme cette popularité. Avec son unique étage, le bungalow est très facile à construire. On mentionne dans un document de la SCHL que ce type de construction sans escalier à l'intérieur favorise le travail de la femme. Dans ce type d'habitation, c'est aussi tout l'espace domestique qui est produit en série. Comme pour l'extérieur d'une maison, la distribution des pièces se fait sur une mode de plus

en plus standardisé et normatif. Lorsque l'on regarde les plans de maisons de la SCHL, on constate que le regroupement des maisons est basé sur l'uniformisation des modèles. Que ce soit pour un bungalow ou un autre type de maison unifamiliale, la distribution des pièces, malgré certaines variations, se fait selon un même plan maintes fois répétés.

Certaines tendances se dégagent dans les années 1950 sur la distribution des pièces. Par exemple, le salon tend en effet à disparaître pour faire place à la salle de séjour. C'est toutefois la cuisine qui subit le plus de changements. Elle se transforme en un véritable laboratoire domestique. Comme pour le reste de la maison, la cuisine s'inscrit dans tout un processus de standardisation. A la consultation des plans de maison, la cuisine sert parfois d'élément de base pour la construction de plusieurs maisons. Un même plan de cuisine peut se répéter plusieurs fois pour l'élaboration de certains modèles. Sa conception doit répondre à certaines normes fédérales ou municipale (superficie, plan de travail).

A la lumière de ces éléments, on peut affirmer que la cuisine est elle aussi produite en série. Cette production se fait selon des règles bien précises plus particulièrement selon des principes qui régissent le travail domestique. Il semble que la conceptualisation de la cuisine moderne ait débuté au siècle dernier. L'approche scientifique du travail domestique et la volonté d'aménager la cuisine pour rationaliser ce travail commence avec Catherine-Esther Beecher dans son *Traité d'économie domestique* en 1869. Dans cette étude, Beecher introduit la question des "centres de travail" à l'intérieur d'une cuisine. Vers la même époque, plusieurs brevets pour des appareils ménagers sont attribués.

L'application de la logique productiviste dans la cuisine se fait à partir des principes de simplification et de spécificité des tâches élaborés par Taylor et Gilbreth sur le travail en usine au début du siècle. Ces principes sont en effet repris dans certains manuels d'économie domestique. L'organisation de la cuisine moderne répond donc à une approche rationnelle du travail domestique.

Pour que le travail soit EFFICACE, SIMPLE et ÉCONOMIQUE, on doit séparer les tâches de façon à économiser les gestes posés par les femmes. On dispose donc les centres de travail à cet effet : centre de préparation, de cuisson, de lavage, etc. Même si l'on possède les éléments pour une cuisine moderne (appareils ménagers, électricité), le problème faisant obstacle à leur intégration est d'ordre architectural. Les contraintes de l'architecture non standardisée empêchent la diffusion de la cuisine "laboratoire". C'est en Europe qu'est résolu le problème vers les années 1930.

Pour l'application des principes de Taylor et de Gilbreth, on doit restreindre les nombreuses formes de la cuisine . La cuisine moderne se caractérise en effet par une installation technique adéquate (électricité, alimentation en eau) et par une disposition rationnelle des appareils ménagers et des plans de travail. Concrètement, la cuisine dans les maisons résidentielles prendra des formes uniformisées comme en U ou en L. A l'intérieur de ce type de cuisine, les appareils s'intègrent de façon à faciliter une démarche logique du travail en fonction d'un triangle où les femmes iront du réfrigérateur à l'évier et à la cuisinière⁴. Pour favoriser ces déplacements, on utilisera un éclairage adéquat (fenêtre au dessus de l'évier), des plans de travail à la bonne hauteur et des espaces de rangement. De ce fait, la préparation des aliments sera facilitée.

⁴. Ou bien les femmes travailleront en ligne droite comme sur une chaîne de montage.

Pour décrire la cuisine moderne, les termes les plus utilisés sont empruntés à l'industrie : organisation, industrialisation, mécanisation. Pourtant, on emploie pas le terme "travailleuse" lorsque l'on se réfère à la femme.

La cuisine est donc, en partie, assujettie aux transformations de l'espace domestique. On peut même parler de restructuration de cet espace selon les principes de Taylor, appuyé par tout le phénomène de la standardisation et de la normalisation. Allier la résolution des formes à une production en série, voilà les conditions rendant possible une diffusion de la cuisine moderne.

Ces conditions s'internationalisent car on retrouve les mêmes genres de cuisine et les mêmes principes dans les autres pays occidentaux. Dans les anciennes constructions, on pouvait parler de cuisines régionales. Par exemple, une cuisine en Ontario pouvait être complètement différente d'une cuisine en Saskatchewan ou dans les provinces maritimes. Plusieurs formes et plusieurs dimensions de cuisines existaient. Le système de cuisson pouvait être différent selon que l'on chauffe au bois ou au gaz. Les éléments d'une cuisine n'étaient pas industriels mais artisanaux ou bien les deux à la fois.

Allier à une forme et une dimension adéquate, à un aménagement technique (prise de courant, éclairage), à des appareils ménagers et un outillage sophistiqué, et à une CONCENTRATION des tâches, la cuisine "laboratoire" peut, du moins en partie, se diffuser par une production en série où la standardisation est encadrée par des règlements normatifs. Si l'on devait en un mot caractériser la cuisine moderne, c'est le terme de TAYLORISATION ou organisation scientifique des tâches domestiques qui serait le plus approprié.

CONCLUSION ET AVENUES DE RECHERCHE

La diffusion de nouveaux appareils ménagers au sein des ménages ainsi que les transformations de l'espace domestique et de la cuisine indiquent que la sphère de la reproduction domestique n'est pas autonome. L'univers domestique est assujettie à la logique marchande. Le tout s'est effectué graduellement.

Après la guerre, l'expansion des banlieues et la popularité de la maison unifamiliale permettent de croire que les conditions favorisant la diffusion de la cuisine moderne sont bel et bien enracinées. Ces conditions (production en série, standardisation, intervention de l'Etat), liées à l'avènement de la consommation de masse, permettent une introduction généralisée d'appareils ménagers et une réorganisation de la cuisine selon des principes basées sur une organisation scientifique des tâches domestiques.

Même modifié, le travail des femmes à la maison n'est pas pour autant allégé dans les années '50. Les enquêtes de budget temps démontrent que le temps de travail consacré aux tâches domestiques n'a pas diminué depuis le début du siècle. Certes, les nouveaux appareils ménagers et un aménagement rationnel de la cuisine donnent un autre visage à l'environnement domestique. Mais d'autres facteurs, éclairant du même coup les liens entre la sphère de la reproduction domestique et la sphère marchande, expliquent en partie le temps consacré au travail domestique. Ces éléments font aussi partis de l'environnement domestique et méritent qu'on s'y attarde de plus près :

-Courant hygiéniste: élévation des normes d'hygiène après la guerre, avec la laveuse mécanique et automatique, les femmes lavent désormais plus d'une fois par semaine; nouveaux matériaux dans les outils de travail, casseroles en aluminium ou en verre qui demande un frottage régulier, alimentation de plus en plus sophistiquée et variée.

-éducation des enfants : durant cette période (1950 et 1960) tout incite les femmes à devenir mère. Des livres comme celui du Docteur Spock contribuent à cette fonction. De plus, les femmes doivent jouer un rôle de psychologue.

-la publicité et son influence sur les pratiques de consommation

-la diffusion de la cuisine moderne au sein des milieux populaires

Ces questionnements concernent directement le travail domestique et la vie quotidienne des femmes. Celles-ci demeurent toujours responsables de l'accomplissement des tâches ménagères. Le travail domestique et son environnement représentent une question centrale dans la vie des femmes.

STRUGGLING ON MANY FRONTS:
GENDER, WORK AND UNIONIZATION

By

LUIS LEONARDO MARQUES AGUIAR, B.A. (SPEC.)

A Thesis

Submitted to the School of Graduate Studies
in Partial Fulfillment of the Requirements
for the Degree
Master of Arts

McMaster University

(c) Copyright by Luis Leonardo Marques Aguiar, June 1991

ABSTRACT

In the early 1980s, during the most severe economic crisis in Canada since the Great Depression, workers in a textile and garment factory in Montreal chose to unionize. This would seem to be a curious initiative to undertake since the industrial relations literature argues that workers tend not to seek unionization during periods of recession. The central purpose of this thesis is to refute this argument; to question the "appropriate time" for organizing argument so prevalent in the industrial relations literature.

Using Richard Edwards' "contested terrain" thesis, I argue that the union drive represents the workers' opposition and resistance to their employer and to the latter's restructuring strategies of the factory and working conditions. Through an investigation of the workers' reasons for seeking a union, combined with an analysis of the labour process in the factory, I challenge the mainstream industrial relations writers' characterization of workers as "passive", and ideologically undifferentiated from that of the employing class.

This thesis makes a second argument. It argues that the heterogeneity of the workforce in the factory, and the diversified production processes across the six floors of the factory, hindered the successful development of

worker solidarity across the factory, ultimately, resulting in the defeat of the union drive. A well organized anti-union campaign within and outside the factory, complicated the union's organizing task.

The data for this thesis was gathered through fieldwork observation and a series of interviews with men and women shopfloors workers, union organizers, management personnel, and the owner of the factory. This research project was carried out from June to early September 1988.

TABLE OF CONTENTS

	PAGE
Abstract	iii
Acknowledgements	v
List of Figures	viii
List of Tables	ix
CHAPTER 1 Introduction and Theoretical Perspective	1
Critique of the Literature	3
Business Cycle Theory	4
The Economic Recovery Thesis	8
Immigrants' Militant Past Experiences	10
The Homogeneous Workforce Argument	12
Theoretical Perspective and Themes in Thesis	14
The Canadian Garment and Textile Sector	17
The Workplace as a 'Contested Terrain'	20
Contributions of this Thesis to the Literature	27
Brief Introduction to Chapters	29
Conclusion	30
Notes	32
CHAPTER 2 Methodology and Data Collection	36
Introduction	36
Statement of Research Interest	39
Preliminary Fieldwork Arrangements	40
First Contact with the Factory	41
First Contact with the Union	43
Preparing for the Field	43
Brief Lay-out of Texgar	44
Opposition to Gaining Access	45
Access Denied	46
Gaining some Important Information	49
Dealing with the Denial of Access	51
Developing Networks of Respondents	53

More Problems due to Denial of Access	55
Shopfloor Supervisors	57
Official Company Records	57
Total Numbet of Informants	58
Other Sources of Data	60
Conclusion	61
Notes	64
CHAPTER 3 The Canadian Garment and Textile Sector	67
Introduction	67
Organization of this Chapter	69
Features of the Canadian Textile and Garment Sector	70
The Textile and Garment Industries in Quebec	73
The Textile Industry in Quebec	74
The Garment Industry in Quebec	78
The Restructuring of the Garment and Textile Sector	82
Restructuring Initiatives at the Sectoral Level	89
Restructuring the Textile Industry	89
Restructuring in the Garment Industry	92
'Homeworking'	92
'Contracting'	94
Technology in the Garment Industry	97
Free Trade and the Garment and Textile Sector	106
Conclusion	111
Notes	113
CHAPTER 4 The Company	123
Introduction	123
Background of Albert Saltzman	124
First Stage: Establishing Texgar and Early Features of the Factory St. Louis District	126 130
Second Stage: Restructuring the Factory Diversifying Production	131 133

Texgar and New Garment Markets	134
Crisis in Texgar	136
Third Stage: Texgar as a 'Modernist' Firm	138
Conclusion	141
Notes	143
CHAPTER 5 The Technical Division of Labour	147
Introduction	147
The Manufacturing of Fabric	150
The Technical Division of Labour in the Fabric Division	150
The Knitting Department	151
The Dye House Department	157
The Finishing Department	160
The Women's Sweaters Division	164
The Technical Division of Labour in the Women's Sweaters Division	166
The Production Department	167
The Finishing Department	168
The Sample Room Division	170
TG Active Sample Making	174
Nouveauear	177
The Casualwear Division	180
The Technical Division of Labour in the Casualwear Division	182
The Production Department	182
The Finishing Department	189
Conclusion	192
Notes	194
CHAPTER 6 Gender and the Labour Process	200
Introduction	200
Conceptual Definition of the Social Division of Labour	201
Distribution of Gender Across Four Division	206
Gender Division of Labour	209
Gender Division of Labour on the Shopfloor	211
Explanation #1: 'Physical Strength'	213

Explanation #2: Work is too 'Dangerous for Women'	214
Conclusion	220
Notes	223
CHAPTER 7 Ethnicity and the Labour Process	227
Introduction	227
Brief Background of Labour in Garments and Textiles	228
Ethnic Distribution Across Shopfloors	234
Ethnicity on the Shopfloors	236
Links Between the Community and the Factory	238
Changing Workforce in the Factory	244
Conclusion	247
Notes	249
CHAPTER 8 Working Conditions and Control	252
Introduction	252
Work Schedules	253
Systems of Wage Payment	255
Work Schedules and Systems of Wage Payment in the Sample Room and Casualwear Divisions	260
The Labour Decree in the Women's Garment Industry in Quebec	261
Work Schedules	266
Systems of Wage Payment	267
'Piece-work'	268
Control Across the Shopfloors	273
'Simple Control'	274
Supervisors Controlling Ethnic Workers with whom they Share Ethnicity	278
'Technical Control'	288
Conclusion	293
Notes	296
CHAPTER 9 The Attempt to Organize Texgar	300
Introduction	300

Part One: The Crisis in Canadian Capitalism in the Early 1980s	303
The Crisis in the Garment and Textile Sector	306
The Crisis Within Texgar	310
Part Two: Organizing the Union Drive	313
Grievances from the Fabric Division	314
Getting the ILGWU Involved	320
Extension of the Union Drive to the Remainder of Texgar	321
Grievances in the Remaining Divisions of Texgar	324
Grievances in the Casualear Division	328
Part Three: Opposition to the Union Drive	332
Opposition from the Shopfloor	332
Opposition from Supervisors	335
Saltzman's Anti-Union Campaign	336
'Contracting-out'	339
'Simple Control'	341
'Corporate Welfarism'	343
Results of the Secret Certification Ballot	345
Part Three: Some Explanations for the Defeat of the Union Drive	346
The Union's Strategy	350
Conclusion	355
Notes	357
CHAPTER 10 Conclusions	362
Conclusions on the Union Drive	370
Some Final Comments on Organizing	372
Notes	375
APPENDIX A: List of Interview Schedule	376
APPENDIX B: Interview Guide	378
APPENDIX C: Tables	384
REFERENCES	392

Université de Montréal

Syndicalisme et conditions de travail
chez les employés de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal
(1935-1980)

par

Yves Belzile

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès arts (M.A.)
en histoire

(août 1991)

© Yves Belzile, 1991

Sommaire

Aujourd'hui, lorsque s'ébranle une nouvelle ronde de négociations collectives de travail des employés d'hôpitaux, ce sont tous les travailleurs du système de la santé du Québec qui sont concernés. Leur force de négociations est indéniable. La présence syndicale est toutefois relativement récente dans les hôpitaux. Nous nous proposons dans notre mémoire de mettre en lumière l'évolution de la syndicalisation et des conditions de travail en privilégiant un groupe de travailleurs en particulier, soit ceux de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal, depuis les premières démarches de syndicalisation en 1935 jusqu'au début des années 1980.

Touchant déjà des salaires de famine, les employés d'hôpitaux traversent très difficilement la crise économique des années 1930. Le meilleur moyen d'améliorer leur sort serait de former un syndicat. Mais un hôpital, ce n'est pas comme n'importe quelle usine. L'encadrement des employés y est très serré et de plus, le gouvernement confère à l'hôpital un statut spécial pour régir ses relations de travail.

Les employés doivent s'affranchir de la morale religieuse qui assimile leur travail à de la charité. Ils doivent aussi

acquérir une reconnaissance dans les lois du travail pour être réellement entendus par la direction hospitalière.

Après plus de dix ans d'efforts, un premier contrat de travail est signé à l'Hôpital Notre-Dame en 1946. Le syndicat constate assez rapidement que le régime de négociations qui impose l'arbitrage avec sentence exécutoire n'apporte pas beaucoup de bénéfice aux travailleurs de l'Hôpital.

La présence gouvernementale ne cesse de s'accroître dans les hôpitaux, ce qui fait l'affaire des syndicats. Pour obtenir une réponse positive à leurs revendications, ils en viennent progressivement à passer par dessus la tête des administrateurs hospitaliers pour atteindre directement celui qui tient les cordons de la bourse, c'est-à-dire le gouvernement. A partir du milieu des années 1960, nous assisterons ainsi à des rondes provinciales de négociations regroupant la majorité des travailleurs du secteur de la santé.

En substituant la négociation collective à la négociation individuelle, les employés ont réussi à améliorer leurs conditions de travail et acquis un meilleur statut social. Cette présence syndicale a néanmoins contribué, en imposant de nom-

breuses limites à la liberté d'action de l'administration, à morceler les tâches et à rendre le travail plus impersonnel.

Table des matières

	pages
Sommaire	ii
Table des matières	v
Liste des tableaux	vii
Liste des figures	viii
Liste des sigles	ix
Remerciements	xi
 Introduction	 1
 Première partie.....	 5
Chapitre 1: Développement du syndicalisme	6
a) Le travail à Notre-Dame de 1880 à 1935	6
b) Des débuts difficiles: la formation de l'AEHM	20
c) Les efforts de négociation	26
d) Le cadre législatif	33
e) Reconnaissance et négociation collective (1946-1962)	39
 Chapitre 2: La vie ouvrière et les conditions de travail .	45
a) Évolution de l'environnement hospitalier	46
b) Les relations de pouvoir	55
c) Évolution des structures syndicales	60

d) Conscience sociale et syndicale, et revendications .	65
e) Les conditions de travail	69
Deuxième partie.....	78
Chapitre 1: Les négociations régionales et provinciales ..	79
a) Une présence accrue de l'État	79
1- Une société en transformation	79
2- Des législations sociales et ouvrières	82
b) Vers la provincialisation des négociations (1962-1964)	85
c) Les premières rondes négociations (1966, 1968, 1972)	90
d) La grève de 1974	100
e) La création du SEHND	103
f) La fin des années 1970	105
Chapitre 2: Revendications et conditions de travail	109
a) Savoir garder son identité	110
b) Les relations de pouvoir	118
c) Les revendications	123
d) Les conditions de travail	126
Conclusion	131
Bibliographie	136